



Etat et syndicat divergent quand au rôle joué par la grève. ALDO ELLENA-A

Happy end à la buanderie

MARSENS • Les discussions individuelles entre l'Etat et les employés de la Buanderie de Marsens sont pratiquement closes. Bilan.

STÉPHANE SANCHEZ

Moins de trois mois après la grève de la Buanderie de Marsens, les entretiens individuels entre l'Etat et les employés ont très largement abouti. On peut même parler d'un «happy end», puisque la totalité des collaborateurs syndiqués ont vu leurs revendications satisfaites, estime Gaétan Zurkinden, secrétaire régional du Syndicat des services publics (SSP).

Pour mémoire, quinze collaborateurs du Réseau fribourgeois de santé mentale étaient concernés. «Six bénéficieront d'un transfert au Réseau fribourgeois de santé mentale, à Marsens. Plus précisément, aux soins, au nettoyage ou à la cuisine. Et ceci au plus tard au 1^{er} janvier 2016, aux mêmes conditions salariales et sociales», détaille le secrétaire syndical.

Deux personnes ont en outre reçu des propositions similaires de l'Etat et examinent des offres des Blanchisseries générales SA (LBG), qui reprendront la buanderie en octobre, comme annoncé le 25 février. Une neuvième personne devrait obtenir un transfert à l'Etat – son cas est en suspens. Le sort des six employés restants, en retraite, en préretraite ou sous contrat à durée déterminée, est quant à lui déjà scellé («LL» du 14 mars).

Porte-parole de la Direction de la santé, Claudia Lauper confirme ce bilan dressé par le syndicat. Les sons de cloche diffèrent cependant quant au rôle joué par la grève, largement soutenue par les milieux syndicaux et de gauche.

«Ce bilan est clairement le résultat de la grève», estime Gaétan Zurkinden, en soulignant le revirement de l'Etat. «En février, le canton annonçait le réengagement de tout le personnel par LBG, sans parler de transfert à l'interne. Au début de la grève, il prétendait qu'il serait impossible de trouver un poste à l'Etat pour les collaborateurs concernés. Une semaine plus tard, il s'engageait à faire des propositions de transfert interne, mais pas forcément à Marsens, et dans un délai de trois ans. Et finalement, il a réussi «l'impossible» dans un délai record. On ne peut donc qu'être satisfait de l'issue de cette grève.»



«Le SSP n'aurait pas espéré meilleur résultat»

GAÉTAN ZURKINDEN

Gaétan Zurkinden souligne ainsi que l'Etat est allé au-delà des engagements pris à la mi-mars, lorsque les grévistes avaient accepté de suspendre leur mouvement après 6 jours de grève. Le secrétaire syndical concède aussi que le SSP n'a pas pris part à la finalisation de cet accord. Fin mars, à la suite de la grève de la crèche de l'HFR, l'Etat a en effet rompu les négociations à Marsens, en invoquant une rupture du partenariat social. «Mais nous avons gardé le contact avec les employés de la buanderie, pour veiller à la concrétisation de cet accord. Même en réin-

tégrant les négociations, le SSP n'aurait pas espéré meilleur résultat.»

La morale de l'histoire, selon Gaétan Zurkinden? «Nous craignons que d'autres privatisations suivent. Le SSP n'approuve pas cette politique. Mais si l'on reste dans cette logique de privatisation, on voit que l'Etat a les moyens de trouver des postes équivalents pour les collaborateurs touchés, comme le prévoit la loi sur le personnel de l'Etat. C'est un message à retenir!»

«Une action inutile»

La Direction de la santé, de son côté, maintient que cette grève était «une action inutile». «Nous avons négocié un réengagement par LBG afin d'offrir une solution aux employés. Dès le début nous avions aussi annoncé notre volonté de trouver des solutions individuelles satisfaisantes au travers d'entretiens, jusqu'en juin», explique Claudia Lauper. «Depuis, nous avons donc entendu les collaborateurs, analysé leurs dossiers et leurs vœux, examiné les postes disponibles à l'Etat, au fur et à mesure qu'ils se présentaient», décrit la porte-parole.

Elle poursuit: «Il n'y a eu ni revirement, ni accord avec le SSP. Nous avons toujours agi dans le respect de la Loi sur le personnel de l'Etat, mais dans un contexte évolutif – celui des départs naturels – que nous ne maîtrisons pas. Ce contexte nous a en l'occurrence permis de trouver des solutions. Ce n'est pas à la grève qu'on les doit. Au contraire, nous aurions préféré aborder les discussions individuelles dans la sérénité.»

LA TOUR-DE-TRÈME

Un projet de poulailler inquiète Pro Fribourg

MAUD TORNARE

Dans sa dernière lettre d'information, l'association de défense du patrimoine Pro Fribourg s'insurge contre deux projets en Gruyère qui, selon elle, «menaceraient sérieusement deux sites historiques». Le premier concerne un avant-projet de poulailler agricole, envisagé à La Tour-de-Trême sur un terrain agricole au sud de la forêt de Sautaux. Pro Fribourg estime que cette halle à volailles viendra défigurer la vue sur le site historique de la colline et du château de Gruyères.

L'association envisage de s'opposer à ce projet. «Tout dépendra de son ampleur», indique Sylvie Genoud, secrétaire générale de Pro Fribourg. Le poulailler est aussi dans le collimateur de la section gruérienne de Patrimoine Suisse. La halle est projetée en face de la Migros, de l'autre côté de la route cantonale. Décrié par certains, le centre commercial aux motifs de codes-barres n'avait alors suscité aucune opposition de la part de Pro Fribourg. «La Migros a été aménagée de façon à préserver la vue. La halle à volailles se situera par contre sur la droite dans le cône de visibilité

sur Gruyères. Ce projet risque de prêter le paysage qui est encore bien préservé à cet endroit», estime Sylvie Genoud.

Les détails de cet avant-projet ne sont pour l'heure pas connus. Sa mise à l'enquête n'est d'ailleurs pas attendue de sitôt. Contacté, l'agriculteur, propriétaire du terrain où est projetée la halle à volailles, ne souhaite faire aucun commentaire, le projet n'étant pas assez mûr pour en parler sérieusement à ce stade.

Le second projet qui irrite Pro Fribourg concerne la construction de deux immeubles (6 appartements en tout) sur la colline du château de Vaulruz. N'ayant pas vu passer la mise à l'enquête, l'association n'a pas fait opposition mais estime que là aussi un site historique est menacé. Le projet avait suscité plusieurs oppositions émanant de privés et de la section gruérienne de Patrimoine Suisse. Estimant que le projet s'intégrait mal dans le paysage, la commune a rendu un préavis négatif. Le dossier a été transmis au Service fribourgeois des constructions et de l'aménagement.

COMMUNE EXPRESS

Hausse du prix de l'eau

AUBORANGES

> **Comptes de fonctionnement 2014** Déficit de 4560 francs pour un total de charges de 971 340 francs. Constitution d'une provision de 75 000 francs pour des travaux.

> **Eau potable:** Après une longue discussion, l'assemblée a accepté à une très courte majorité d'augmenter le plafond de la taxe d'exploitation de 3 francs à 5 francs le m³. Cette hausse vise à assainir les comptes du réseau, qui affichent une perte de 43 000 francs. «Nous avons eu de nombreuses fuites sur notre réseau ces dernières années. Des travaux ont dû être effectués», explique le syndic. Afin de compenser cette hausse, le Conseil communal a proposé de supprimer la taxe de base d'épuration durant quelques années. «Au final, la facture pour le citoyen va très peu varier», explique le syndic. Cette solution a été acceptée.

> **Naturalisations** Sandrine Daehler a été élue à la commission.

> **Participation** 22 citoyens, jeudi dernier.

> **Source** Christophe Jaccoud, syndic. MT

MÉMENTO SUD

> **DÉBAT** Quatre femmes débattent au sujet de l'impôt sur les successions, avec les candidates au Conseil national 2015: Nadine Gobet (plr), Christine Bulliard-Marbach (pdc), Nicole Bardet-Leuenberger (Les Verts) et Ursula Schneider Schüttel (ps). Hôtel de Ville, **La Tour-de-Trême**, 20h.

> **NÉ POUR LIRE** moment privilégié autour des livres pour les tout petits et leurs parents. Bibliothèque communale, rue du Château 93, **Romont**, **jeudi**, 10-11h.

PUBLICITÉ

L'amincissement maîtrisé à Fribourg

Theraform une méthode naturelle

Mincir toute l'année grâce à une méthode naturelle, sans faim ni fatigue, avec tonus et bonne humeur, sans appareil ni produit, voilà ce que propose la méthode Theraform. Une méthode révolutionnaire issue de plus de vingt années de recherche initiée et dirigée par des scientifiques français.

Son nom, la plastithérapie, qui consiste en un rééquilibrage énergétique, au plus haut niveau, des centres de gestion. En effet, la plastithérapie réharmonise le système nerveux central et ordonne au cerveau, par des ordres directs aux centres de la faim et de l'envie, le «déstocage».

Elle agit sur les causes et non sur les effets, elle convient aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Et l'amincissement se fait harmonieusement, quelles que soient les localisations grassieuses. Les résultats sont spectaculaires et tout en douceur car cette méthode exclusivement tactile favorise le bien-être et rééduque les pulsions alimentaires.

A Fribourg, Franco Fornara a ouvert le septième centre Theraform de Suisse.

Il est à même de pouvoir comprendre et convaincre femmes et hommes car lui aussi a testé efficacement Theraform, il a passé de 114 kg à 98 kg en deux mois à peine.

Son poids s'est stabilisé, ce qui, pour cet habitué aux variations de poids en forme de yo-yo, n'est pas un mince exploit.

Après une formation complète agréée Theraform, il se réjouit de vous accueillir dans son centre au cadre sympathique et accueillant situé dans l'immeuble de la clinique Ste-Anne au centre ville.

Ouvert sur rendez-vous du lundi au vendredi.

Premier entretien d'information sur rendez-vous gratuit.

Tél. 026 322 39 63

Rue Georges-Jordil 4

1700 Fribourg

Theraform
L'Amincissement Maîtrisé

10 ans de succès!
2005 - 2015
Merci
pour votre confiance!